

*Initiatives ministérielles*

en plus des considérations habituelles relatives à l'économie et à l'efficacité. On s'assure ainsi que les questions d'environnement et de développement durable sont directement intégrées aux orientations et aux projets du gouvernement. Ce type d'intégration est justement ce qu'on entend par développement durable.

• (1720)

Cependant, cette mesure est loin d'être la première initiative du gouvernement pour promouvoir le développement durable. Permettez-moi d'en rappeler quelques-unes: la proclamation de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale, les mesures en faveur d'activités gouvernementales écologiques, le groupe de travail sur les instruments économiques et les facteurs de dissuasion militant contre les pratiques écologiques, ainsi que la suite donnée aux travaux du groupe de travail dans le dernier budget fédéral.

Le projet de loi C-83 n'est que la dernière tentative pour stimuler le développement durable. Il encourage le développement durable dans tous les ministères fédéraux en exigeant que les ministres déposent à la Chambre leurs stratégies à cet égard. Un ministre doit inclure dans sa stratégie les objectifs et les plans d'action que son ministère établit pour promouvoir le développement durable. Tous les trois ans, chaque ministère doit mettre à jour sa stratégie et déposer cette mise à jour à la Chambre.

Le commissaire assurera une surveillance étroite à cet égard. Il sera complètement indépendant et fera rapport directement au vérificateur général de toutes ses tâches liées à l'environnement et au développement durable. Le commissaire aidera aussi le vérificateur général dans les aspects de son travail de vérification qui touchent l'environnement et le développement durable.

Une des principales fonctions du commissaire consistera à surveiller le progrès du gouvernement en matière de développement durable et à en faire rapport à la Chambre chaque année. Cela suppose qu'il examine la stratégie de chaque ministère en matière de développement durable. Cela suppose qu'il surveille les plans d'action de chaque ministère et fasse rapport de leur exécution. Cela signifie également qu'il signale tout ce qui est lié aux aspects environnementaux du développement durable et qui mérite qu'on s'y attarde.

Les modifications proposées sont vraiment marquantes et novatrices, et elles auront une profonde incidence sur la façon de faire du gouvernement fédéral. Elles feront en sorte que, peu importe la personne qui occupe le poste de vérificateur général, l'environnement et le développement durable aient un haut profil dans son bureau. Elles forceront le gouvernement et tous les gouvernements futurs à promouvoir des pratiques de développement durable au sein de tous les ministères fédéraux et dans tous les grands secteurs économiques de notre pays, et à rendre compte, entièrement et complètement, à la population de sa capacité de mettre en pratique le développement durable.

Aujourd'hui, je suis fier d'être parlementaire et membre de ce gouvernement. Nous avons pris une promesse du livre rouge et

engagé les Canadiens à la remplir et même à aller au-delà. Nous avons franchi un grand pas en avant.

Comme d'autres députés l'ont fait remarquer à la Chambre, il est exact que le comité n'a pas atteint tous les objectifs qu'il s'était proposés. Ce fait a été admis en toute franchise par mon collègue, le secrétaire parlementaire, et finalement par mon collègue, le président du comité. Toutefois, nous avons franchi un pas important. Nous nous écartons carrément de la façon de faire du gouvernement, pour adopter un rôle de leadership.

**M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake, NPD):** Madame la Présidente, j'aimerais que le député qui vient d'intervenir clarifie deux choses qu'il a dites.

La première a trait à la reddition de comptes. Comme vous le savez, madame la Présidente, d'après la lecture que nous en faisons, le projet de loi parle de pétitions émanant du public en général, c'est-à-dire de pétitions touchant des questions sur lesquelles le public veut que le gouvernement lui rende des comptes. Les pétitions du public adressées au nouveau commissaire sont tout simplement transmises par ce dernier au ministère intéressé qui doit y répondre. C'est par cette réponse que le gouvernement rend des comptes aux citoyens du Canada, non par une enquête, non par un examen particulier de la plainte, et il suffit pour cela de transmettre la plainte au ministère intéressé.

• (1725)

Autrement dit, à propos d'une affaire qui s'est produite tout récemment quand un citoyen s'est préoccupé de la présence de BPC dans les soutes de l'*Irving Whale*, au lieu d'en saisir un tribunal qui aurait pu dire au gouvernement qu'il ne répondait pas aux attentes à cet égard, le ministère s'est contenté de dire qu'il n'y avait pas de problème, que l'évaluation des incidences environnementales était suffisante et qu'on allait donc renflouer l'*Irving Whale*. Or, saisi de la question, le tribunal a jugé que ces belles paroles étaient inacceptables. Comme l'évaluation des incidences environnementales n'avait pas porté sur les BPC, tant que cet aspect n'aurait pas été examiné, la barge ne pouvait être renflouée.

Il ne faut pas confondre belles paroles du ministère et reddition de comptes au public. J'aimerais que le député clarifie davantage ce qu'il a dit à la lumière de cette observation.

L'autre point que je voudrais qu'il tire au clair, a trait au pouvoir du vérificateur général. Le député dit qu'il appuie le projet de loi parce que le vérificateur général a un certain pouvoir. Je crois le citer correctement.

Lorsqu'il a comparu devant le comité, le vérificateur général a reconnu que le pouvoir dont il disposait était celui d'embarrasser le gouvernement. Il a en effet le pouvoir de faire rapport, et le public a accès à ses rapports. Le gouvernement est embarrassé, et il l'est d'ailleurs déjà suffisamment à propos de questions environnementales. En quoi le pouvoir dont disposerait le commissaire à l'environnement serait-il différent de celui de causer des embarras que le gouvernement éprouve déjà aujourd'hui?

**M. O'Brien:** Madame la Présidente, je remercie mon collègue d'en face de ces excellentes questions.